



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 05 du 29 janvier 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1er février 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	135
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	135
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	135
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.....	135
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par forage communal, à Fontenoy-la-Joute et par la commune de Fontenoy-la-Joute b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	135
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2010 portant sur la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites	137
Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2010 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX et TUCQUEGNIEUX	139
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	139
Arrêté N°10.BMSSSE.06 du 28 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques	139
Arrêté N°10.OSD.03 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle.....	140
Arrêté N°10.OSD.04 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim	141
Certificat du 25 janvier 2010 portant sur les quote-part année 2010 des services co-affectataires de la cité administrative de Nancy	142
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	143
Bureau des réglementations	143
Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2010 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité - Autorisation préfectorale n° 216	143
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-A-MOUSSON.....	143
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ONVILLE	144
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD	144
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	144
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de CUSTINES	145
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-A-MOUSSON.....	145
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY	146
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BRIEY	146
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY	146
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FLEVILLE	147
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY	147
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT-SAINT-MARTIN ..	148
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BRIEY	148
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	148
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	149
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOMBLAINE	149
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE	149
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY	150
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	150
Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 modifiant les statuts du S.I.S. du 1 ^{er} cycle de Toul.....	150
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	151
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	151
Extrait de l'arrêté ARH n° 190/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Espace Chirurgical Ambroise PARE à Nancy - N° FINESS : 54 0 00044 5	151
Extrait de l'arrêté ARH n° 191/2009 du 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Saint-André à Vandoeuvre - N° FINESS : 54 0 00045 2.....	151
Extrait de l'arrêté ARH n° 192/09 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville - N° FINESS : 54 0 00392 8.....	152
Extrait de l'arrêté ARH n° 193/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique CARDEO à Saint Dié - n° FINESS : 88 0 780531	152
Extrait de l'arrêté ARH n° 194/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique «l'Arc en Ciel» à Epinal - N° FINESS : 88 0 780135	152
Extrait de l'arrêté ARH n° 195/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - clinique Ambroise PARE à Thionville - n° FINESS : 57 0 00035-6.....	153
Extrait de l'arrêté ARH n° 196/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Notre Dame à Thionville - n° FINESS : 57 0 00036.4.....	153
Extrait de l'arrêté ARH n° 197/2009 du 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Saint-Nabor à Saint Avoird - N° FINESS : 57 0 00008.3.....	153
Extrait de l'arrêté ARH n° 198/2009 du 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Hôpital - clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064.6.....	154
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 3 /2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITE REGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	154
N° FINESS Entité juridique 540 000 031 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015.....	154
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 4/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	154
N° FINESS Entité juridique 540 000 049 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023.....	154
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 5/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009	155
N° FINESS Entité juridique 540 000 080 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155.....	155
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 6/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	155
N° FINESS Entité juridique 540 000 106N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296.....	155
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 7/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009	155
N° FINESS Entité juridique 540 000 122 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395.....	155
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 8/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	156

N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668.....	156
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 9/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	156
N° FINESS Entité juridique 540 000 767 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070.....	156
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 10/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	156
N° FINESS Entité juridique 540 000 882 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104.....	156
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 11/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	156
N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138.....	156
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 12/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	157
N° FINESS Entité juridique 540 003 019 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286.....	157
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 13/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009.....	157
N° FINESS Entité juridique 540 014 081 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072.....	157
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 14/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 020 112 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163.....	157
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	158
Arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/001 du 25 janvier 2010 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	158
Arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/002 du 28 janvier 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	160
Service agriculture forêt chasse.....	161
Décision du 13 janvier 2010 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles – Barème d'indemnisation 5° partie.....	161
Décision du 13 janvier 2010 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles – Liste des estimateurs.....	162
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	162
Extrait de l'arrêté 2009/24-DDEA/HAB/PLSP du 22 décembre 2009 accordant à PRESENCE HABITAT une dérogation au plafond des travaux subventionnables pour la réhabilitation du Foyer pour personnes Âgées André Clerbout rue Pierre Mendès France à NEUVES MAISONS - 54230.....	162
Service agriculture forêt chasse.....	162
Extrait de l'arrêté - DDEA/AFC/Association Foncière/2009/495 – du 8 octobre 2009 portant dissolution de l'association foncière de BONVILLER.....	162
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	163
Service solidarité autonomie.....	163
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°67 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.....	163
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°68 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY.....	163
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°69 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins, de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY.....	164
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°70 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.....	164
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°71 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de VANDEUVRE-LES-NANCY.....	165
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N°82 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°386 du 14 janvier 2010 portant transfert à la SARL « Le Parc » de l'autorisation de création et de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Ma Maison » sise 119 avenue de Strasbourg à NANCY précédemment accordées à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres.....	166
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°104 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.....	166
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°105 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.....	167
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°106 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins.....	167
de la maison de retraite publique autonome "Louis Quinquet" de LONGUYON.....	167
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°107 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de LONGWY.....	168
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°108 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de ONVILLE.....	169
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°109 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de PULNOY.....	169
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°111 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE.....	170
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°131 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.....	170
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°132 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.....	171
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°133 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.....	171
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°134 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de VEZELISE.....	172
Service actions et établissements de santé.....	172
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N°115/10 du 27 janvier 2010 portant modification de la société d'exercice libéral par actions simplifiées « BIO-Z » de SAINT-NICOLAS-DE-PORT agréée sous le n°05 – autorisation n°54-24 – autorisation n°54-61 – autorisation n°57-115 – autorisation n°57-82.....	172
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/N°14 du 15 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy en tant que Centre de Vaccination, Centre de Lutte contre la Tuberculose et Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles.....	173
Offre de soins hospitaliers.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 240/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 6665.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 241/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 6780.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 242/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 8737.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 243/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 9586.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 244/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 001 2747.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 245/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 6459.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 246/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITE REGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 031 N° FINESS Etablissement 540 000 015.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 247/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 049 N° FINESS Etablissement 540 000 023.....	176

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 248/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 080 N° FINESS Etablissement 540 000 155	176
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 249/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 106 N° FINESS Etablissement 540 000 296	177
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 250/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 122 N° FINESS Etablissement 540 000 395	177
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 251/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT - BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 006 707 N° FINESS Etablissement 540 000 668	177
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 252/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 767 N° FINESS Etablissement 540 001 070	178
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 253/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 882 N° FINESS Etablissement 540 001 104	178
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 254/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 002 078 N° FINESS Etablissement 540 001 138	178
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 255/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 003 019 N° FINESS Etablissement 540 001 286	178
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 256/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 014 081 N° FINESS Etablissement 540 000 072	179
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 257/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 020 112 N° FINESS Etablissement 540 000 163	179
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°258/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY- LAXOU pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 056 N° FINESS établissement 540 014 073	179
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°259/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 114 N° FINESS établissement 540 000 312	180
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°260/2009 du 31 Décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de FAULX pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 262 N° FINESS établissement 540 000 544	180
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°261/2009 du 31 Décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 019 726 N° FINESS établissement 540 009 701	180
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°263/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 006 707 N° FINESS établissement 540 000 668	180
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°264/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 767 N° FINESS établissement 540 001 070	181
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°265 /2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 080 N° FINESS établissement 540 000 155	181
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°267/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 049 N° FINESS établissement 540 000 023	182
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°268/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 002 078 N° FINESS établissement 540 001 138	182
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°269/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 003 019 N° FINESS établissement 540 001 286	182
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°270/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 031 N° FINESS établissement 540 000 015	183
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°271/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 014 081 N° FINESS établissement 540 000 072	183
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°273/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 020 112 N° FINESS établissement 540 000 163	183
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	184
Service de la protection des consommateurs	184
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2010 fixant le tarif des transports par taxis	184
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST	185
Service affaires juridiques	185
Arrêté du 11 janvier 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique	185
Arrêté du 11 janvier 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie	185
AUTRES SERVICES	186
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	186
Direction générale	186
Délégation de signature du 15 janvier 2010	186
Délégation de signature du 26 octobre 2009	187
Délégation de signature du 19 janvier 2010	188
CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON	189
Décision N° 15/01/2009/JL/NG/01 du 15 janvier 2009 portant délégation de signature	189
RESEAU FERRE DE FRANCE	189
Extrait de la décision RFF 20102 du 6 janvier 2010 de déclassement du domaine public ferroviaire – établie en deux exemplaires originaux – gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg	189
AVIS ET COMMUNICATIONS	189
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	189
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	189
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13221 du 19 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de THIAVILLE-SUR-MEURTHE	189
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24775 du 19 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MONT-SAINT-MARTIN	190
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	190
Avis de vacances de postes – nomination au choix – agent chef deuxième catégorie	190
Avis de vacances de postes – nomination au choix – agent de maîtrise	190
AUTRES SERVICES	190
NANCY II UNIVERSITE – UNIVERSITE HENRI POINCARÉ NANCY I	190
Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE	190
NANCY II UNIVERSITE	191
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation	191

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement*

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par forage communal, à Fontenoy-la-Joute et par la commune de Fontenoy-la-Joute b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Fontenoy-la-Joute, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Fontenoy-la-Joute ;

SUR proposition du secrétaire général de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E**Titre I – Dispositions générales****Article 1^{er} - Objet**

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par forage sur et par la commune de Fontenoy-la-Joute ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du forage communal ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Fontenoy-la-Joute :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par forage communal de Fontenoy-la-Joute ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II – Dérivation des eaux**Article 3 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Forage communal	Fontenoy-la-Joute	n°774AB	02697X0006	919621	2392448	276

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 35 000 m³/an à raison de 90 m³/j et 12 m³/h.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus telles que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau**Article 8 - Définition des périmètres de protection**

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage communal est situé sur la commune de Fontenoy-la-joute et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Lieu dit	N° de parcelles	Surface de l'emprise
Fontenoy-la-joute	Devant Xaveux	AB 774	01 a 52 Ca
Fontenoy-la-joute	Devant Xaveux	AB 775	00 a 75 Ca

8-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est situé sur la commune de Fontenoy-la-Joute et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Fontenoy-la-joute	AB	Devant Xaveux	486 à 491 ; 773 ; 776
	AB	Sous la Ville	474 à 478 ; 480 à 483 ; 762 ; 798 ; 873 ; 874 ; 897 ; 898
	B1	Haut Pré	5 à 16 ; 18 à 20
	B2	Petite Charrière	1354 ; 1445 à 1453
	D	Fontaine Salovin	519 à 530
	Rue de la Fontaine Salovin pour partie		
	Chemin communal n°2 de Fontenoy-la-Joute à Rambervillers pour partie		
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée			7 Ha 31 a 49 Ca

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection

9-1 Périmètre de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété de la commune de Fontenoy-la-Joute et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toutes activités et installations autres que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords sont interdites.

Les surfaces sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

Les forages d'exploitation de la nappe des Grès du Trias Inférieur réalisés à d'autres fins que l'alimentation en eau potable de la commune de Fontenoy-la-Joute.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

En ce qui concerne les travaux souterrains :

Les forages ou sondages de reconnaissance dépassant en profondeur le Muschelkalk moyen devront présenter toutes les garanties d'étanchéité au passage des formations sous-jacentes ;

Les sondes géothermiques sont réalisées avec une cimentation intégrale du sondage après la pose des tubes de fluide caloporteur.

Article 10 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

mise en place d'un traitement de l'agressivité de l'eau avec mise à l'équilibre calcocarbonique

mise en place d'un traitement de désinfection

Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 9, fait part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, avant tout début de réalisation, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement ;

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il fournit tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration est faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fait connaître au pétitionnaire les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, un dossier unique est constitué par le pétitionnaire regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique lui est alors adressée.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Fontenoy-la-Joute est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Publicité

Une copie de cet acte est adressée à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de la commune de Fontenoy-la-Joute pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Le maire de la commune de Fontenoy-la-Joute conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 15- Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 16- Traitement

L'eau du forage communal fera l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de mise à l'équilibre calcocarbonique puis de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 17- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 18- Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 19- Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse, au tribunal administratif.

Article 20- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Fontenoy-la-Joute sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2010 portant sur la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : La commission départementale de la nature, des paysages et des sites, présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant, est composée comme suit :

Article 2 : Formation spécialisée dite "de la nature"

La formation spécialisée dite "de la nature" prévue à l'article 2-3 de l'arrêté du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

2-1 : Collège des services de l'État :

Deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Deux représentants de la direction départementale des territoires.

2-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
Mme Rachel Thomas, conseillère générale.	M. Jean-Paul Vinchelin, conseiller général.
M. Olivier Jacquin, conseiller général.	M. Jean-Marie Uhlrich, conseiller général.
M. Michel Claire, maire de Bayon.	M. Claude Boura, maire de Xousse.
M. Henri Poirson, président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch.	M. Pascal Burgain, communauté de communes de la Mortagne.

2-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. François Petit, association Flore 54.	M. André Martinet, Association Flore 54.
M. Alain Salvi, conservatoire des sites lorrains.	M. Damien Aumaitre, conservatoire des sites lorrains.
M. Nicolas Petitjean, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Michel Grojean, représentant la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. Daniel Guilhen, vice-président du Parc Naturel régional de Lorraine.	M. Laurent Gode, Parc Naturel régional de Lorraine.

2-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. François Vernier, président de l'association FLORAINE	M. Guy Sezec, botaniste au conservatoire des jardins botaniques de Nancy.
M. Rodrigue Duhaut, agent technique au service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.	Mme Céline Courte, agent technique au service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.
M. Jean-Claude Jacques, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.	M. Guy Saprani, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.
M. François Schwaab, conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Lorraine.	M. Jean Francois, conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Lorraine.

Article 3 : Formation spécialisée dite "des sites et des paysages"

La formation spécialisée dite "des sites et des paysages" prévue à l'article 2-4 de l'arrêté du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

3-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,

Deux représentants de la direction départementale des territoires,

M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

3-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
Mme Rachel Thomas, conseillère générale.	M. Olivier Jacquin conseiller général.
M. Jean-Pierre Minella, conseiller général.	M. Gauthier Brunner, conseiller général
M. Bernard Munier, maire de Grippont.	M. Jean-Pierre Maurer, maire de Mousson.
M. Didier Dante, communauté de communes du Pays de Brie.	M. Claude Boura, communauté de communes du Pays de la Vezouze.

3-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Stéphane Wieser, association CHATEL.	M. Michel Wieser, association CHATEL.
M. Nicolas Petitjean, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Michel Grojean, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. Frédéric de Metz Noblat représentant l'association "Vieilles Maisons Françaises".	Mme Odile Thomas représentant l'association "Vieilles Maisons Françaises".
M. André Weisrock, professeur de géographie à l'université de Nancy II.	M. Bernard Guerrier de Dumast, délégué départemental de la Ligue urbaine et rurale pour l'aménagement du cadre de la vie Française.

3-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Marie Simon, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.	M. Régis Janovec, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.
M. Thierry Weill, paysagiste.	M. Marc Lechien, paysagiste.
M. Denis Grandjean, directeur de l'école d'architecture de Nancy honoraire.	M. Marc Verdier, architecte.
Mme Marie-Alix de Sars, centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine.	M. Stéphane Assaël, centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine.

Article 4 : Formation spécialisée dite "de la publicité"

La formation spécialisée dite "de la publicité" prévue à l'article 2-5 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

4-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,

Monsieur le directeur départemental des territoires ou son représentant,

M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

4-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
------------	------------

M. Pierre Baumann, conseiller général.
M. Alain Boulanger, maire de Fléville-devant-Nancy
M. Laurent Trogrlic, maire de Pompey.

M. René Mangin, conseiller général.
M. Christian Portelance, maire de Maidières.
Mme Nicole Feidt, maire de Toul.

4-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Michel Weiser, Association Chatel.	M. Jean-Michel Mechling, Association Chatel.
Mme Nicole Girard, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.	M. Alain Even, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.
M. Daniel Didot, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.	M. Régis Janovec, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.

4-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Stéphane Vauquelin, société Clear Channel France	M. Laurent Thivel, société PUBLIMAT.
M. Hervé Couillard, société Avenir.	Mme Corinne Godier, société Avenir.
M. Laurent Renard, société TRB enseignes.	M. Frédéric Thiriet, Lorenzoni Enseignes

Article 5 : Formation spécialisée dite "des carrières"

La formation spécialisée dite "des carrières" prévue à l'article 2-6 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

5-1 : Collège des services de l'État :

Deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Deux représentants de la direction départementale des territoires,

5-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
M. Michel Dinot, président du conseil général.	M. Olivier Jacquin, conseiller général.
M. Jean-Paul Vinchelin, conseiller général.	M. Laurent Righi, conseiller général.
M. Alain Casoni, maire de Villerupt.	M. Luc Martin, maire de Benney.
M. Charles Bilot, communauté de communes de Hazelle.	M. René Bourgois, communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois.

5-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Yves Moitrot, Ligue pour la Protection des Oiseaux.	M. Claude Hubert, Ligue pour la Protection des Oiseaux.
M. Laurent Kindt, collectif départemental d'associations pour une autre politique des carrières.	M. Guy Pazzogna, collectif départemental d'associations pour une autre politique des carrières.
M. Hervé Simonin, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Nicolas Petitjean, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. Bernard Lathuilière, professeur à l'université de Nancy.	M. Marc Lespinasse, professeur à l'université de Nancy.

5-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Philippe Toffolini, Unicem Lorraine.	M. Jean-Raymond Vernet, Unicem Lorraine.
M. Marc Blanc, Unicem Lorraine.	M. Dominique Spasski, Unicem Lorraine.
M. Philippe Thiriet, S.P.R.I.R. Lorraine.	M. Bernard Roussel, S.P.R.I.R. Lorraine.
M. Guy Boni, fédération départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle.	M. Jean-Marc Heiser, fédération départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive"

La formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive" prévue à l'article 2-7 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

6-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,

Madame la directrice départementale de la protection des populations ou son représentant,

Monsieur le directeur régional des douanes et des droits indirects ou son représentant.

6-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
Mme Rachel Thomas, conseillère générale.	M. Olivier Jacquin, conseiller général.
M. André Favre, maire de Loisy.	M. Jean-Paul François, maire de Flin.
M. Raymond Frenot, maire de Manoncourt-en-Woevre.	M. Jean-Pierre Callais, maire de Mont-le-Vignoble.

6-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Claude Mirandola, association Flore 54.	M. Raynald Rigolot, association Flore 54.
Mme Marielle Thomas, aquarium tropical.	M. Régis Cavignaux, docteur vétérinaire.
M. Rodrigue Duhaut, agent technique au service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.	Mme Céline Courte, agent technique au service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.

6-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Christian Loretelli, grossiste en vente d'animaux de la faune sauvage.	M. Jacques Trombini, exploitant retraité d'une animalerie.
M. Bruno Deleys, employé en animalerie.	Melle Melissa Michon, exploitante d'animalerie.
Melle Frédérique Bey, employée en animalerie.	M. Grégory Pagliero, employé en animalerie.

Article 7 : Le mandat des membres, sauf pour ceux du collège des services de l'État et du président du conseil général, est de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

Ce mandat est renouvelable.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 8 : L'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 portant composition de la commission de la nature, des paysages et des sites est abrogé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la commission.

Nancy, le 15 janvier 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2010 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX et TUCQUEGNIEUX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M.) est approuvé sur le territoire des communes d'ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, Sancy, TRIEUX et TUCQUEGNIEUX. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M. sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

L'Est Républicain

Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes susvisées et à l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de LANDRES pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies des communes susvisées et à l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de LANDRES, au service aménagement durable, urbanisme, risques (ADUR) de la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des territoires, les maires des communes susvisées, le président de l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 8 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Bernard BREYTON
Sous-Préfet de TOUL

*Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières***Arrêté N°10.BMSSE.06 du 28 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n°09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement d'une attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

- 1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.
- 2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :
 - du contrôle des arrêtés municipaux,
 - des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
 - des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
 - des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
 - des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-lès-Nancy.

Article 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, ainsi que les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé
- abrogation des arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.

En cas d'absence de l'intéressée, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef du bureau des étrangers ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DLP/1) par Mme Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.

- pour le bureau des réglementations (DLP/2) par M. Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en son absence, par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée, adjointe au chef de bureau.

- pour le bureau des étrangers (DLP/3) par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau, ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile », ou par Mmes Edith CHARRIAU-CORON et Brigitte LELOUP, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mlle Claire TANDAFIR et Mme Anne THOMAS secrétaires administratifs de classe normale et par M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Antoinette AUDIA et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mme Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;

- Mme Evelyne FREIDINGER, attachée, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les matières relevant des permis de conduire, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les matières relevant du bureau des réglementations à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;

- Mmes Edith CHARRIAU-CORON et Brigitte LELOUP, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mmes Sylvie KRIZAN, Emilie ORY, Anne PIZMOHT, Claire TRANDAFIR et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, Mmes Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaires administratives de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers.

Article 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mmes Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Stéphanie CONTAL, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à MM Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT et Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs, pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision.

Article 10 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe et Martine VAUQUOIS-ROQUIER, adjoint administratif de 1^{ère} classe, pour délivrer les récépissés de dépôts de demandes de naturalisation, ainsi que les documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.

Article 11 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Antoinette AUDIA, de M. Jean-Pierre DEVIDET et de Mme Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à M. Michel PERNEY, adjoint administratif de 1^{ère} classe, pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

Article 12 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mmes Sylvia POLIN, attachée principale, chef du bureau des étrangers, Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, Mmes Edith CHARRIAU-CORON et Brigitte LELOUP, attachées, à M. Ahmed CHAIB, Mlle Claire TRANDAFIR et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 13 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 14 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.139 du 31 décembre 2009 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des libertés publique par intérim, est abrogé.

Article 15 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N°10.OSD.03 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports.

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 1^{er} Ministre en date du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"

Programme 109 "Aide à l'accès au logement"

Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales"

Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre au logement"

Programme 157 "Handicap et dépendance"

Programme 163 "Jeunesse et vie associative"

Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"

Programme 183 "Protection maladie"

Programme 210 "Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"

Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire"

Programme 303 "Immigration et asile"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement..

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle. qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le gérant intérimaire de la trésorerie générale.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 6 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € HT pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la cohésion sociale et M. le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 janvier 2010

Le Préfet
Dominique BELLION

Arrêté N°10.OSD.04 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU l'arrêté interministériel du 24 décembre 2009 portant nomination à compter du 1^{er} janvier 2010 de Mme Claudine BARBASTE dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales"

Programme 157 "Handicap et dépendance"

Programme 183 "Protection maladie"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du gérant intérimaire de la trésorerie générale, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le gérant intérimaire de la trésorerie générale.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € HT pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 10 : L'arrêté 09.OSD.29, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, est abrogé.

Article 11 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim et M. le gérant intérimaire de la trésorerie générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 janvier 2010

Le Préfet
Dominique BELLION

Certificat du 25 janvier 2010 portant sur les quote-part année 2010 des services co-affectataires de la cité administrative de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

C E R T I F I E

que le budget de fonctionnement de la cité administrative de Nancy s'élève pour l'année 2010, après avis du conseil de cité, à la somme de 229 030 €

Compte tenu du solde 2009 de 13 037.45 €, le montant du titre de perception à émettre pour la quote-part des services co-affectataires s'élève à 215 992.55 €

Services co-affectataires	Quote-part année 2010
Ministère des Finances Direction des Services Fiscaux Rue Jacques Bellange CO 42 – 54036 NANCY CEDEX	124 930 €

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire Direction Départementale des Territoires 45 rue Ste Catherine – 54043 NANCY CEDEX	70 548 €
Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales Préfecture 1, rue du Préfet Claude Erignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX	4 701 €
Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales Service Zonal des Systèmes d'Information et de Communication Caserne Riberpray – Rue Belle Isle – 57036 METZ CEDEX	822 €
Ministère des Finances Direction Régionale des Douanes Rue Cyfflé – CO 61 – 54036 NANCY CEDEX	323 €
Ministère des Finances Direction de la Comptabilité Publique Rue Cyfflé – CO 61 – 54036 NANCY CEDEX	14 668€
TOTAL	215 992 €

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2010 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité - Autorisation préfectorale n° 216

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

Article 1er – L'entreprise de sécurité privée, LYNX MULTISERVICES est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur Nourdhine ALLAOUI, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 19 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Article 1er – M. Jean-Paul HOLLINGER, gérant, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant onze caméras en conformité avec le plan produit sous réserve que les quatre caméras extérieures ne visionnent pas la voie publique et sous le numéro **54.09.0046**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Paul HOLLINGER et M. David HOLLINGER, gérants.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Paul HOLLINGER, gérant,
- M. le maire de PONT A MOUSSON,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ONVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Région Lorraine est autorisée à installer à la base aérienne de CHAMBLEY – 54890 ONVILLE un système de vidéosurveillance comportant 23 caméras dont 3 intérieures fixes, 2 extérieures mobiles et 18 extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0047**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Noël JOUAVILLE, responsable mission grands projets,
- M. Jean-Pierre GRANDEMANGE, responsable du site de Chambley.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président de la Région Lorraine,
- M. le maire de ONVILLE,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La communauté de communes du Bassin de Pompey est autorisée à installer à la déchetterie de la communauté – Ecluse de Clévent – 54390 FROUARD un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0052**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- liste jointe habilitations.

La durée maximale de conservation des images est fixée à quatre jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président de la communauté de communes du Bassin de Pompey,
- M. le maire de FROUARD,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

ANNEXE
HABILITATIONS

Nom/prénom	Fonctions
TROGRIC Laurent	Président de la communauté de communes du bassin de Pompey
POIROT Martine	Directeur général des services
MARTIN-SOHM Delphine	Directeur administratif et financier
DAISE Jean	Directeur de l'aménagement
LABRIET-PIRE Bernadette	Directeur de la petite enfance
LASCAUX-PERILLEUX Eddy	Chef de la brigade intercommunale de la police municipale
POLEWSICK Corinne	Adjointe de la brigade intercommunale de police municipale
THOMAS Nicolas	Administrateur réseau et SIG

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – Le syndicat de copropriété « MONTET OCTROI » est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0053**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Thérèse HUMBERT, présidente du conseil syndical, M. Yvon MEUNIER, vice-président du conseil syndical, M. Philippe CLAUDE, membre du conseil syndical et M. LEMINEUR, concierge.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Thérèse HUMBERT, présidente du conseil syndical,

- M. le maire de VANDOEUVE LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de CUSTINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – M. Sylvain SEYER, gérant, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au bar tabac presse « PAUSE-CAFE » – 25, rue du Général Leclerc – 54670 CUSTINES comportant quatre caméras intérieures en conformité avec le plan produit et sous le numéro **54.09.0058**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Sylvain SEYER et Mme Esther SEYER, gérants.

La durée maximale de conservation des images est fixée à quinze jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain SEYER, gérant,

- M. le maire de CUSTINES,

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – M. Stéphane WURTZ est autorisé à installer au tabac-presse « Anne Boutique » - 33, place Duroc – 54700 PONT A MOUSSON, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0059**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Stéphane WURTZ, gérant,

- Mme Sandrine WURTZ, co-gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à vingt huit jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Stéphane WURTZ, gérant,

- M. le maire de PONT A MOUSSON,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le crédit mutuel est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au CCM Nancy Libération – 57, avenue de la Libération – 54000 NANCY comportant huit caméras dont sept intérieures et une extérieure en conformité avec le plan produit sous le numéro : **54.09.0063**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel de la CCM, le personnel du service de sécurité CM-CIC services, les opérateurs du centre de télésurveillance et les techniciens de l'installateur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable chargé de la sécurité,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le crédit mutuel est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au GAB SUPER U – 54135 BRIEY comportant deux caméras dont une extérieure et une intérieure en conformité avec le plan produit sous le numéro **54.09.0064**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel du service de sécurité CM-CIC services, les opérateurs du centre de télésurveillance et les techniciens de l'installateur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable chargé de la sécurité,
- M. le maire de BRIEY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le crédit mutuel est autorisé à installer un système de vidéosurveillance à la CCM Nancy Vosges – 18, place des Vosges – 54000 NANCY comportant sept caméras dont une extérieure et six intérieures en conformité avec le plan produit sous le numéro **54.09.0065**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel du service de sécurité CM-CIC services, les opérateurs du centre de télésurveillance et les techniciens de l'installateur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable chargé de la sécurité,
- M. le maire de BRIEY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FLEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le magasin CASA France est autorisé à installer à CASA – 18, rue Antoine Saint Exupéry – 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY (54710), un système de vidéosurveillance comportant seize caméras intérieures, sous réserve que le personnel a été avisé sur la mise en place de caméras dans l'établissement et en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0066**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Sidonie DELAPORTE, directrice régionale,
- Mme Diane RICHARD, responsable magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à sept jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. William RICHARD, directeur travaux,
- M. le maire de FLEVILLE DEVANT NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le crédit mutuel est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au CIC Est GAB hors site KINEPOLIS – 3, rue Victor – 54000 NANCY comportant quatre caméras dont une intérieure et trois extérieures en conformité avec le plan produit sous le numéro **54.09.0067**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel du service de sécurité CM-CIC services, le personnel informatique, les opérateurs du centre de télésurveillance et les techniciens de l'installateur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable chargé de la sécurité,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT-SAINT-MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le magasin CONFORAMA est autorisé à installer à CONFORAMA – ZAC des 3 Frontières – RD 46 b – 54350 MONT SAINT MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant quinze caméras dont douze intérieures et trois extérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0068**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- M. David BESANCON, directeur du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à sept jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. David BESANCON, directeur du magasin,

- M. le maire de MONT SAINT MARTIN,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Mme Delphine MORIN-GOEBEL est autorisée à installer au magasin Fleur à Fleur – 6, rue Raymond Mondon – 54150 BRIEY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0070**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Delphine MORIN-GOEBEL, gérante,

- M. Patrick MORIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à quinze jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Delphine MORIN-GOEBEL, gérante,

- M. le maire de BRIEY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La faculté des sciences et techniques est autorisée à installer dans ses locaux – bâtiment ST 12 – Boulevard des Aiguillettes – 54503 VANDOEUVRE LES NANCY un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0072**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- M. René CAVAL, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. René CAVAL, responsable technique,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 18 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le syndicat de copropriété « MONTET OCTROI » est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0082**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Thérèse HUMBERT, présidente du conseil syndical, M. Yvon MEUNIER, vice-président du conseil syndical, M. Philippe CLAUDE, membre du conseil syndical et M. LEMINEUR, concierge.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Thérèse HUMBERT, présidente du conseil syndical,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOMBLAINE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le crédit mutuel est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au CIC Est Tomblaine – Place René Herbuvaux – 54510 TOMBLAINE comportant quatre caméras dont deux extérieures et deux intérieures en conformité avec le plan produit sous le numéro **54.09.0088**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le personnel du service de sécurité CM-CIC services, les opérateurs du centre de télésurveillance et les techniciens de l'installateur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable chargé de la sécurité,
- M. le maire de TOMBLAINE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au crédit agricole de Lorraine de Lunéville Banaudon – 7, rue Banaudon - 54300 LUNEVILLE comportant huit caméras intérieures en conformité avec le plan produit sous le numéro **54.09.0095**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le directeur d'agence et son adjoint, le responsable de la sécurité et son adjoint et le personnel de la société CRITEL.

La durée maximale de conservation des images est fixée à trente jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité,
- M. le maire de LUNEVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 18 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le centre national de la fonction publique territoriale est autorisé à installer 6, quai de Billstein - 54000 NANCY un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0096**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. le directeur régional du CNFPT Lorraine,
- M. Gérard BERTHEAS, directeur régional,
- Mme Marie-Claude ROUSSEL, responsable administratif,
- M. Vincent MARTINS, responsable informatique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à quatorze jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. directeur régional du centre national de la fonction publique territoriale,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 18 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
Jacques SABLAYROLLES

Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**Extrait de l'arrêté du 20 janvier 2010 modifiant les statuts du S.I.S. du 1^{er} cycle de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 des statuts est modifié comme suit :

"OBJET : Le syndicat assume les compétences suivantes :

- le fonctionnement, l'investissement et la gestion d'une cuisine centrale installée au collège Croix de Metz à Toul ;
- la fourniture et la livraison des repas pour les services des collectivités adhérentes ;
- la fourniture et la livraison des repas pour les centres de loisirs implantés au sein de son périmètre ;
- le fonctionnement, l'investissement et la gestion des équipements sportifs appartenant au syndicat et utilisés par les écoliers, les collégiens, les lycéens et les associations sportives des collectivités adhérentes.

Les équipements sportifs concernés sont situés :

- à Toul "Croix de Metz" (un gymnase, des terrains extérieurs de basket et handball et une piste pour course à pied)
- à Toul "Valcourt" (un stade d'athlétisme, un gymnase et des terrains extérieurs handball, basket, football)."

Article 2 : L'article 6 des statuts est modifié comme suit :

"Le budget du syndicat pourvoit à toutes les charges de fonctionnement et d'investissement des services gérés dans le cadre de ces compétences."

Article 3 : L'article 9 des statuts est modifié comme suit :

"CONTRIBUTION DES COMMUNES - Le montant des participations des collectivités au budget du syndicat est fixé par le comité syndical. Ces participations sont basées pour 50% sur la population (recensement INSEE applicable au 1^{er} janvier de chaque année) et pour 50% sur le potentiel fiscal des collectivités.

A titre transitoire, en 2010, les participations des communes seront calculées pour 70% sur la base de la population et pour 30% sur la base du potentiel fiscal.

Les dépenses mises à la charge des collectivités membres ont un caractère obligatoire et doivent être inscrites dans leur budget."

Article 4 : L'article 10 des statuts est modifié comme suit :

"En cas de modification de la définition territoriale du secteur, l'adhésion ou le retrait des communes intéressées se fera conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les conditions financières en seront fixées par le comité syndical."

Article 5 : L'article 11 des statuts est modifié comme suit :

"DISPOSITIONS GENERALES - Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales."

Article 6 : L'article 6-1 est ajouté aux statuts comme suit :

"PRESTATIONS DE SERVICE - Le Syndicat est habilité à réaliser toutes prestations de services au profit de ses membres, de collectivités incluses dans son périmètre ou extérieures à celui-ci, de toutes autres collectivités et établissements publics ainsi qu'au profit de personnes privées (particulier ou personne morale), sous réserve que ces prestations soient accessoires à ses missions statutaires précisées à l'article 1.

En toute hypothèse, les conditions de réalisation de ces prestations sont précisées dans une convention passée entre le Syndicat et le ou les bénéficiaires de la prestation."

Article 7 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté ARH n° 190/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Espace Chirurgical Ambroise PARE à Nancy - N° FINESS : 54 0 00044 5

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Espace Chirurgical A. PARE à Nancy à 412 797 € :

Ces dotations représentent des AC non reconductibles et sont versées au titre de mesures d'accompagnement :

66 397 € : compensation des pertes liées à la tarification V11

346 400 € : compensation liée à la perte du supplément SRA

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	412 797 euros

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 191/2009 du 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Saint-André à Vandoeuvre - N° FINESS : 54 0 00045 2

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique Saint-André à Vandoeuvre à 7 719 € :

Cette dotation représente une AC non reconductible, versée au titre des mesures d'accompagnement des effets revenus liés à la tarification V11 ;

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	7 719 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de

publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 192/09 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville - N° FINESS : 54 0 00392 8

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la clinique Jeanne d'Arc à Lunéville à 84 497 € :

Ces dotations représentent des AC non reconductibles et sont versées au titre de mesures d'accompagnement :

29 030€ : compensation des pertes liées à la tarification V11

55 467€ : compensation liée à la perte du supplément SRA

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	84 497 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux - C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 193/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique CARDEO à Saint Dié - n° FINESS : 88 0 780531

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique CARDEO à Saint-Dié à 121 592 € :

Cette dotation représente une AC non reconductible, versée au titre des mesures d'accompagnement liées à la suppression du supplément SRA ;

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	121 592 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 194/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique «l'Arc en Ciel» à Epinal - N° FINESS : 88 0 780135

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : La dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifiée, sans changement du montant versé en 2009, pour la Clinique l'Arc en Ciel à Epinal :

Au regard de la reconstitution de la Base AC Régionale, le soutien financier accordé dans le cadre du plan périnatalité (pour la mise aux normes des locaux) n'est plus versé à titre pérenne et constitue, sur l'année 2009, une AC non reconductible ;

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 195/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - clinique Ambroise PARE à Thionville - n° FINESS : 57 0 00035-6

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la clinique Ambroise Paré à Thionville à 287 980 €, dont :

+ 53 305 € en AC non reconductible

Au titre d'une mesure d'accompagnement des effets revenus liés aux nouveaux tarifs (V11)

+ 234 675 € en AC non reconductible

Au titre d'une mesure d'accompagnement du SRA pour les établissements privés

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	287 980 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et la Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 196/2009 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive consultée par écrit le 31/12/09 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Notre Dame à Thionville - n° FINESS : 57 0 00036.4

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique Notre Dame à Thionville à 31 160 €, dont :

+ 31 160 € en AC non reconductible

Au titre d'une mesure d'accompagnement des effets revenus liés aux nouveaux tarifs (V11)

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	31 160 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et la Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 197/2009 du 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Saint-Nabor à Saint Avold - N° FINESS : 57 0 00008.3

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la clinique Saint-Nabor à Saint-Avold à 193 733 €, dont :

- 5 872 € en AC reconductible

dans le cadre de la recomposition de la base AC 2009

+ 5 872 € en AC non reconductible

dans le cadre de la recomposition de la base AC 2009

+ 36 956 € en AC non reconductible

Au titre d'une mesure d'accompagnement des effets revenus liés aux nouveaux tarifs (V11)

+ 156 777 € en AC non reconductible

Au titre d'une mesure d'accompagnement du SRA pour les établissements privés

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	193 733 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et la Moselle
Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH n° 198/2009 du 31 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Hôpital - clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064.6

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz à 967 611 €, dont :

- 5 984 € en AC reconductible
dans le cadre de la reconstitution de la base AC 2009
- + 5 984 € en AC non reconductible
dans le cadre de la reconstitution de la base AC 2009
- + 382 522 € en AC non reconductible
- Au titre d'une mesure d'accompagnement des effets revenus liés aux nouveaux tarifs (V11)
- + 585 089 € en AC non reconductible

Au titre d'une mesure d'accompagnement du SRA pour les établissements privés

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 31 décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	967 611 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et la Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'agence
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 3 /2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 031 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 233 795 € soit :

- 1) 3 228 268 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 968 402 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 278 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 10 093 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 247 868 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 627 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 327 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 4 200 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 4/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 049 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 516 434 € soit :

- 1) 1 455 990 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 1 263 467 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 22 877 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 559 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 166 111 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 976 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 9 281 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 51 163 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 5/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 080 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 870 475 € soit :

- 1) 1 844 014 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 1 671 335 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 24 295 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 846 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 143 891 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 647 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 24 235 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 2 226 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 6/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 106 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 606 955 € soit :

- 606 955 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 522 535 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 15 248 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 68 875 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 297 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 7/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 122 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 180 057 € soit :

- 180 057 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 179 078 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 979 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 8/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 57 329 € soit :

57 329 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

57 329 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 9/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 767 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 457 647 € soit :

1) 2 393 626 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 111 664 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 37 387 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 2 914 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

- 238 090 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 3 571 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 45 619 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 18 402 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 10/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 000 882 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 303 290 € soit :

303 290 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 219 574 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 83 201 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

- 515 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 11/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 852 817 € soit :

- 1) 28 317 375 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 883 976 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 154 754 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 11 444 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 4 082 451 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 11 705 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 173 045 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 - 2) 1 731 080 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
 - 3) 804 362 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 12/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 003 019 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 074 418 € soit :

- 1) 2 623 402 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 439 103 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 182 204 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 095 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 - 2) 447 310 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
 - 3) 3 706 € au titre des produits et prestations ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 13//2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 014 081 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 96 341 € soit :

- 96 341 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 96 341 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 14/2010 du 21 janvier 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2009
N° FINESS Entité juridique 540 020 112 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 321 166 € soit :

- 1) 2 091 090 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 866 699 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 59 127 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 164 026 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 238 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 8 372 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 221 704 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 janvier 2010

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/001 du 25 janvier 2010 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.03 du 20 janvier 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Bernard GANNE, secrétaire général par intérim, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 240 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a7, A4 b3 à A4 b24 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a1 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Juliette CHAVROCHE, Martine COUDERT, Jany DONATI, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Michel FRANCOIS, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Suzanne LECROART, Noëlle LOMBARD, Régis LORTON, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mathieu RUER, Christian SAUGET, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Loïc VANNIER, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMIN, Sylvain XIE, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 a2, A5 a3 ;

Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, Hélène GUIDAT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIER, Irène JOLY, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A4 b19 ;

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A6 a1 ;

Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a1 (à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a18 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a19 à A1 a21, A1 a26, A1 a29, A1 a35 ;

Madame Audrey DONNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Bernard GANNE :

- par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 à A1 a9, A1 a11, A1 a12, A1 a15 à A1 a17, A1 a18 à A1 a25, A1 a28, A1 a33 ;

- par Monsieur Patrick VIARD, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant le numéro de référence A1 a36 ;

en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

- par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

- par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN.

Article 6 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 2009/DDEA/SIMS/006 en date du 2 septembre 2009 est abrogé.

Article 7 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
Michel MARTY

Arrêté n°2010/DDT/SG/FSM/002 du 28 janvier 2010 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le directeur départemental des territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

VU le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,

du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,

du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,

du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,

du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,

du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.01 du 20 janvier 2010, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires ;

VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1 : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,

- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts et Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs,

- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté,

- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs et à Monsieur Bernard GANNE, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
- Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;
- Monsieur Bernard GANNE, secrétaire général par intérim ;
- Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » ;
- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
- Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux », pour les dépenses de fonctionnement ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

50 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet ;

10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de l'unité « formation et développement des compétences » ;
- Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
- Madame Angélique MASSON, chargée de l'unité « communication » ;
- Monsieur Christian SAUGET, Chargé de l'unité « patrimoine État » ;
- Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité ».

Article 6 : Sur proposition des subdélégués désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 7 : Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux », responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

Pour les opérations comptables relevant des BOP « écologie, énergie, développement durable et mer » :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement ;

Pour les opérations comptables relevant des BOP « alimentation, agriculture et pêche » :

- les engagements comptables et les pièces d'ordonnancement de dépenses et de recette de toute nature adressées à la Trésorerie Générale.

En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux », ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information ».

Article 8 : Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,
- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité « infrastructures aéronautiques » ou à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle « finances, systèmes d'information et moyens généraux » ;
- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

Article 9 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2009/DDEA/SIMS/007 du 29 septembre 2009 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 janvier 2010

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Service agriculture forêt chasse

Décision du 13 janvier 2010 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles – Barème d'indemnisation 5^e partie

Lors de la séance du 13 janvier 2010, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2009 :

Barème d'indemnisation (5^{ème} partie)

Raisin :

	Gamay	Pinot noir/Auxerrois
Vente en raisin (prix au kilo)	0,84 €	0,91 €
Vente du vin en vrac (prix par hl)	150 €	170 €
soit un prix du raisin au kilo (sur la base de 140 kg de raisin par hl de vin)	1,07 €	1,21 €
Vente du vin en bouteille (prix HT)	3,95 €	4,80 €
soit une valorisation du kilo de raisin à	1,69 €	2,06 €

Production bio :

Barème fourni par PROBIOLOR pour céréales et oléoprotéagineux : prix moyen de la fourchette

Salade : 0,55 €/ pièce

Choux : 1 €/ pièce

Nancy, le 13 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
Michel MARTY

Décision du 13 janvier 2010 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles – Liste des estimateurs

Lors de la séance du 13 janvier 2010, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2010 :

Liste des estimateurs

M. Pierre BARBIER
M. Jean-Paul BIDON
M. René BONTEMPS
M. Bernard BRODIER
M. Jean-Paul BUND
M. Pierre COMTE
M. André FAVRE
M. Michel FEVRE
M. Christian FUZELIER
M. Christian GEORGE
M. Jean GUERIN
M. Patrick GUERIN
M. Michel LEMOINE
M. René LEVIGNERONT
M. Alain LOHRMANN
M. Alain MATHIEU
M. Jean-François MOUREAU
M. Daniel PERRIN
M. Jean PIERSON
M. Alain RAMBOUR
M. Michael ROCHER
M. Thierry SINTEFF
M. Jacques THOUVENIN
M. Gérard VIGANO
Nancy, le 13 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
Michel MARTY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Extrait de l'arrêté 2009/24–DDEA/HAB/PLSP du 22 décembre 2009 accordant à PRESENCE HABITAT une dérogation au plafond des travaux subventionnables pour la réhabilitation du Foyer pour personnes Âgées André Clerbout rue Pierre Mendès France à NEUVES MAISONS - 54230

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant l'intérêt de cette opération et l'importance des travaux à réaliser ;

ARRETE

Article 1 : Une dérogation au plafond des travaux subventionnables est accordée à Présence Habitat, 13 rue Clothilde Aubertin à Metz.

Article 2 : La présente dérogation concerne la réhabilitation d'un Foyer pour Personnes Âgées à Neuves-Maisons, rue Pierre Mendès France et fixe à 33 749,10 € le montant des travaux subventionnables par logement.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres intéressés.

Nancy le 22 décembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Service agriculture forêt chasse

Extrait de l'arrêté - DDEA/AFC/Association Foncière/2009/495 – du 8 octobre 2009 portant dissolution de l'association foncière de BONVILLER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 - L'association foncière de BONVILLER est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de BONVILLER est transféré à la commune de BONVILLER qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de BONVILLER sera versé à la caisse du comptable du trésor d'EINVILLE AU JARD.

Article 4 - Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BONVILLER et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 08 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°67 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES - N° FINESS : 54 0004611 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 640,00	677 571,72
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	550 480,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 571,00	
	Déficit reporté	54 880,46	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	677 571,72	677 571,72
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 54 880,46 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 677 571,72 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,30 euros

GIR 3 et 4 : 22,71 euros

GIR 5 et 6 : 16,12 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°68 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Bas Château" – 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0008703 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 646,00	1 033 261,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	920 241,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	59 374,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 033 261,43	1 033 261,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Le Bas Château" d'ESSEY-LES- NANCY est fixée à 1 033 261,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,89 euros

GIR 3 et 4 : 25,22 euros

GIR 5 et 6 : 16,56 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°69 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins, de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0003118 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 233,00	1 096 567,18
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	953 889,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	51 579,00	
	Déficit reporté	12 866,14	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 096 567,18	1 096 567,18
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 12 866,14 euros (déficit).

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 1 096 567,18 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,29 euros

GIR 3 et 4 : 23,72 euros

GIR 5 et 6 : 16,16 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°70 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON - N° FINESS : 54 0002623 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 070,55	888 287,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	754 619,92	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	82 597,52	
	Déficit reporté		

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	884 215,30	888 287,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	72,69	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 72,69 euros (excédent) et des autres produits pour 4 000,00 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 884 215,30 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,95 euros

GIR 3 et 4 : 24,11 euros

GIR 5 et 6 : 18,40 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°71 du 20 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0003126 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	74 378,50	673 426,91
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	596 416,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 632,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	645 426,68	673 426,91
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	28 000,23	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 28 000,23 euros (excédent).

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 645 426,68 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,00 euros

GIR 3 et 4 : 21,48 euros

GIR 5 et 6 : 13,96 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 20 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N°82 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°386 du 14 janvier 2010 portant transfert à la SARL « Le Parc » de l'autorisation de création et de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Ma Maison » sise 119 avenue de Strasbourg à NANCY précédemment accordées à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT le compromis de vente conclu le 6 mai 2009 et portant sur la cession par la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres à la société IGH d'un ensemble immobilier à usage de maison de retraite sis au 119 avenue de Strasbourg à Nancy ;

CONSIDERANT ainsi que la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres a procédé unilatéralement à la recherche d'un organisme repreneur de l'activité de l'EHPAD « Ma Maison » ;

CONSIDERANT le dossier de demande de transfert de gestion de l'EHPAD « Ma Maison » déposé par la SARL « le Parc », filiale de la société IGH, le 13 juillet 2009 et complété le 30 septembre 2009 ;

CONSIDERANT l'engagement pris par la société IGH de ne pas augmenter au delà de la progression encadrée par arrêté ministériel, après reprise, même après réhabilitation des locaux, les tarifs d'hébergement actés dans les contrats de séjour ou, à défaut, figurant sur les factures mensuelles, pour les résidents présents dans l'établissement au jour du transfert de gestion ;

CONSIDERANT également les tarifs TTC pratiqués en 2009 par la société IGH dans ses établissements situés en zone urbaine à profil socio-économique identique à celui de l'agglomération nancéienne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et du directeur général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'autorisation de création et l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Ma Maison », 119 avenue de Strasbourg 54000 NANCY, d'une capacité de 65 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour, accordées initialement à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, sont transférées à compter du 1^{er} janvier 2010 à la SARL « Le Parc » dont le siège est situé 119 avenue de Strasbourg, 54000 NANCY.

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

Article 3 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance des autorités compétentes selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

Article 4 : A compter du 1^{er} janvier 2010, cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 002 0690

Code statut juridique : 72 « SARL »

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 820 8

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 67

Code MFT : 25 (PD EHPAD partiel nAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 65

Code activité/fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 65

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 65

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité/fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 6

Code activité/fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 6

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 6

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres à NANCY et à la SARL « Le Parc » 119 avenue de Strasbourg à NANCY.

Nancy, le 14 janvier 2010

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François MALHANCHE

Michèle PILOT

Vice-présidente déléguée au
développement social

aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°104 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES - N° FINESS : 54 0012994 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 565,00	575 583,23
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	499 248,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	40 635,00	
	Déficit reporté	1 134,57	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	575 583,23	575 583,23
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 1 134,57 euros (déficit).

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Les Grand Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES est fixée à 575 583,23 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 42,43 euros

GIR 3 et 4 : 33,44 euros

GIR 5 et 6 : 24,44 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°105 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – 30 rue Collot – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE - N° FINESS : 54 0002219 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	58 202,00	729 704,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	660 946,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 556,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	729 704,48	729 704,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est fixée à 729 704,48 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,11 euros

GIR 3 et 4 : 25,99 euros

GIR 5 et 6 : 19,88 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°106 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Louis Quinquet" de LONGUYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Louis Quinquet" – La Roseraie - 29 rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON - N° FINESS : 54 0000791 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 830,00	654 411,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	604 415,56	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 166,20	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	654 411,76	654 411,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Louis Quinquet" de LONGUYON est fixée à 654 411,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,68 euros

GIR 3 et 4 : 21,48 euros

GIR 5 et 6 : 14,29 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Louis Quinquet" de LONGUYON.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°107 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" – 2 rue Saint Louis – 54400 LONGWY - N° FINESS : 54 0002607 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 140,00	755 291,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	644 151,52	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	29 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	755 291,52	755 291,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à 755 291,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,36 euros

GIR 3 et 4 : 19,84 euros

GIR 5 et 6 : 13,33 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°108 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de ONVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE - N° FINESS : 54 0004579 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 917,88	615 333,69
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	545 815,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 600,48	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	615 333,69	615 333,69
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 615 333,69 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,94 euros

GIR 3 et 4 : 26,94 euros

GIR 5 et 6 : 18,93 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°109 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de PULNOY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY - N° FINESS : 54 0004512 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 295,00	888 109,42
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	817 076,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 100,00	
	Déficit reporté	5 637,85	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	888 109,42	888 109,42
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 637,85 euros (déficit).

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 888 109,42 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,79 euros

GIR 3 et 4 : 26,53 euros

GIR 5 et 6 : 18,28 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°111 du 25 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "La Maison des Vignes" – Rue Gustave Nordon – 54220 MALZEVILLE - N° FINESS : 54 0014248 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 492,00	728 040,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	661 989,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 559,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	728 040,00	728 040,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE est fixée à 728 040,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,82 euros

GIR 3 et 4 : 25,17 euros

GIR 5 et 6 : 17,51 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE.

Nancy, le 25 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°131 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de SAINT-FIRMIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN - N° FINESS : 54 0008539 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 570,00	589 987,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	541 773,92	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 643,70	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	589 987,62	589 987,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 589 987,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,62 euros

GIR 3 et 4 : 25,03 euros

GIR 5 et 6 : 16,44 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et le directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°132 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de SAINT-MAX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX - N° FINESS : 54 0019577 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 686,40	446 238,57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	398 052,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	446 238,57	446 238,57
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2010 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 446 238,57 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,51 euros

GIR 3 et 4 : 25,52 euros

GIR 5 et 6 : 17,54 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°133 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD "Val de Lorraine" – 36 bis avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON - N° FINESS : 54 0013851 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	225 878,92	616 260,18
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	380 551,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 829,58	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	616 260,18	616 260,18
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 616 260,18 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 39,33 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et le directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n°134 du 26 janvier 2010 fixant pour 2010 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de VEZELISE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1- Pour l'exercice 2010, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de Vézélise – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE - N° FINESS : 54 0007283 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	87 976,57	324 024,54
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	234 882,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 165,61	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	322 648,23	324 024,54
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	376,31	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 376,31 euros (excédent).

Article 3- La dotation globale soins 2010 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de VEZELISE est fixée à 322 648,23 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 33,13 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de VEZELISE.

Nancy, le 26 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales par intérim,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N°115/10 du 27 janvier 2010 portant modification de la société d'exercice libéral par actions simplifiées « BIO-Z » de SAINT-NICOLAS-DE-PORTE agréée sous le n°05 – autorisation n°54-24 – autorisation n°54-61 – autorisation n°57-115 – autorisation n°57-82

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} novembre 2009, l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 septembre 2009 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de SELAS « BIO-Z » agréée sous le n° 5, est modifié comme suit :

Dénomination : SELAS «BIO - Z»

Siège social : 5 rue Jolain - 54210 Saint-Nicolas-de-Port

Forme : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Objet de la société : La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur. Elle peut, en outre, accomplir toute opération, notamment financière, civile ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale - 5 rue Jolain - 54210 Saint-Nicolas-de-Port
Autorisation n° 54-24

Laboratoire d'analyses de biologie médicale - 54 rue Gabriel Péri - 54110 Dombasle-sur-Meurthe
Autorisation n° 54-61

Laboratoire d'analyses de biologie médicale - 15 place de la Saline - 57170 Château-Salins
Autorisation n° 57-115

Laboratoire d'analyses de biologie médicale - 12, place de la République - 57100 Thionville
Autorisation n° 57-82

Président : Monsieur Philippe WATRIN

Directrice Générale : Madame Brigitte BERNAT

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS «BIO - Z» ;
- Monsieur Philippe WATRIN ;
- Madame Brigitte BERNAT ;
- Groupement Strasbourgeois d'Avocats ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Saint-Nicolas-de-Port ;
- Monsieur le Maire de Dombasle-sur-Meurthe ;
- Monsieur le Maire de Château-Salins ;
- Monsieur le Maire de THIONVILLE ;
- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 27 janvier 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/N°14 du 15 janvier 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy en tant que Centre de Vaccination, Centre de Lutte contre la Tuberculose et Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est habilité en tant que :

- Centre de Vaccination (CV) ;
- Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT) ;
- Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

L'implantation des centres est précisée dans l'annexe au présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au CHU de Nancy d'exercer pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes :

- les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L.3111-1 du code de la santé publique ;
- la lutte contre la tuberculose afin d'en assurer la prophylaxie individuelle, familiale et collective, notamment pour les enquêtes autour des cas, le diagnostic et traitement, et la vaccination par le vaccin antituberculeux BCG ;
- la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement.

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement des missions mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants du code de la santé publique :

- D.3111-23 et D.3111-25 pour les vaccinations,
- D.3112-7 et D.3112-9 pour la lutte contre la tuberculose,
- D.3121-39 et D.3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement ou l'organisme habilité de se conformer à ces obligations dans le délai qu'il fixe, et retirer l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, en vertu des articles D.3111-26, D.3112-10 et D.3121-42 du code de la santé publique.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5, place Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Nancy, le 15 janvier 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Annexe

Lieux d'implantation du CV, du CLAT et du CIDDIST du CHU de Nancy

Centre de Vaccination (CV)

Consultation des maladies infectieuses - Tour Drouet

Hôpitaux de Brabois - Rue du Morvan à VANDOEUVRE-LES-NANCY

Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT)

Consultation de pneumologie - Tour Drouet

Hôpitaux de Brabois - Rue du Morvan à VANDOEUVRE-LES-NANCY

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

Consultation des maladies infectieuses - Tour Drouet

Hôpitaux de Brabois - Rue du Morvan à VANDOEUVRE-LES-NANCY

Centre de Planification et d'Education Familiale

Hôpital Villemin - 45 rue de Nabécor à NANCY

*Offre de soins hospitaliers***Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 240/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 6665**

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 261 681 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTÉ sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 241/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 6780

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)941 088 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 242/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 8737

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)922 769 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 243/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 9586

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 681 850 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 244/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 001 2747

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 1 321 634 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 245/2009 du 15 décembre 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 6459

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 3 411 480 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 246/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITE REGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 031 N° FINESS Etablissement 540 000 015

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 231 832 € soit :

1) 3 223 007 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 896 489 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

139 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

12 529 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

312 315 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 535 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 125 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 7 700 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 247/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 049 N° FINESS Etablissement 540 000 023

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 618 790 € soit :

1) 1 486 488 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 283 810 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

24 708 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 104 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

172 010 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 856 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 22 394 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 109 908 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 248/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 080 N° FINESS Etablissement 540 000 155

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 891 558 € soit :

1) 1 865 802 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 723 662 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

19 800 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 078 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

118 113 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 149 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 13 856 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 11 900 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 249/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 106 N° FINESS Etablissement 540 000 296

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 618 377 € soit :

618 377 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

523 505 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

16 785 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

256 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

77 433 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

398 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 250/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 122 N° FINESS Etablissement 540 000 395

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 276 296 € soit :

276 296 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

275 397 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

899 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 251/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT - BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 006 707 N° FINESS Etablissement 540 000 668

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 50 554 € soit :

50 554 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

50 554 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 252/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 767 N° FINESS Etablissement 540 001 070

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 378 326 € soit :

1) 2 298 273 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 011 475 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 38 778 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 244 454 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 3 566 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 57 799 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 22 254 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 253/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 000 882 N° FINESS Etablissement 540 001 104

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 263 180 € soit :

263 180 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 169 710 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 92 883 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
- 587 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 254/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 002 078 N° FINESS Etablissement 540 001 138

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 411 557 € soit :

1) 26 998 914 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 24 650 573 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 95 429 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 12 351 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 2 189 462 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 33 406 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 17 693 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 753 008 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 659 635 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 255/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 003 019 N° FINESS Etablissement 540 001 286

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 552 682 € soit :

- 1) 3 064 509 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 863 418 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
196 356 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
4 735 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 484 556 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 3 617 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 256/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 014 081 N° FINESS Etablissement 540 000 072

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 42 589 € soit :

- 42 589 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
42 589 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 257/2009 du 23 décembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2009 N° FINESS Entité juridique 54 020 112 N° FINESS Etablissement 540 000 163

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 601 226 € soit :

- 1) 2 328 578 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 137 671 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
16 750 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
172 806 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 351 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 31 498 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 241 150 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°258/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY- LAXOU pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 056 N° FINESS établissement 540 014 073

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de Nancy est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 75 663 234 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°259/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 114 N° FINESS établissement 540 000 312

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 751 718 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°260/2009 du 31 Décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de FAULX pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 262 N° FINESS établissement 540 000 544

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du CMS de Faulx est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 081 419 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°261/2009 du 31 Décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 019 726 N° FINESS établissement 540 009 701

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 37 921 717 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°263/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 006 707 N° FINESS établissement 540 000 668

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques PARISOT de Bainville sur Madon est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 890 060 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 70 000 €.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°264/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 767 N° FINESS établissement 540 001 070

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 772 807 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 809 160 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 636 780 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°265 /2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 080 N° FINESS établissement 540 000 155

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 426 744 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°267/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 049 N° FINESS établissement 540 000 023

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 172 121 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°268/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 002 078 N° FINESS établissement 540 001 138

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 12 581 944 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 112 348 276 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 690 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 268 850 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°269/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 003 019 N° FINESS établissement 540 001 286

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 14 677 319 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°270/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 000 031 N° FINESS établissement 540 000 015

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 451 701 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 550 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°271/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 014 081 N° FINESS établissement 540 000 072

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 51 256 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°273/2009 du 31 décembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2009 N° FINESS entité juridique 540 020 112 N° FINESS établissement 540 000 163

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 375 612 €.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice-Adjointe,
Claudine BARBASTE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service de la protection des consommateurs

Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2010 fixant le tarif des transports par taxis

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

Prise en charge : 2,46 €.

Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 16,70 €, soit une chute de 0,10 € toutes les 21,56 secondes.

Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10 €

désignation au compteur	tarif applicable au km	valeur de la chute	distance parcourue pendant une chute
A	0,74€	0,10€	135,14 m
B	1,11€	0,10€	90,09 m
C	1,48€	0,10€	67,57 m
D	2,22€	0,10€	45,05 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 610 euros.

Article 2 :

- a) Tarif A (jour)) Transport avec départ à vide et retour chargé
- Tarif B (nuit)) à la station
- b) Tarif C (jour)) Transport avec départ chargé et retour à vide
- Tarif D (nuit)) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)

après prise en charge du client :

- 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
- 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
- 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

Article 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.

Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.

Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.

Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

Article 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

4^{ème} personne adulte : 1,00€

Transport d'animaux : 0,50€

Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)

Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

Article 5 : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répétiteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

Article 6 : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « O » de couleur ROUGE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de 1,2% correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4^{ème} personne adulte et transport d'animal.

Article 7 : Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 6,10€, suppléments compris ».

Article 8 : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel n° 83-50/A du 3 octobre 1983 publié le 4 octobre 1983 au bulletin officiel des services des prix.

Article 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

Article 10 : Cessent d'être applicables les dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 10 février 2009.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- au directeur des archives départementales.

NANCY, le 25 janvier 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Délais et voies de recours :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales-

Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques-Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative-11 rue des Saussaies 75008 Paris cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière-CO N° 38 – 54036 NANCY Cedex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée, et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

Service affaires juridiques

Arrêté du 11 janvier 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.118 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1 : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.118 du 27 juillet 2009 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint au chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de A. MAGNIER à D. BALY, adjoint ;
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de X. MANGIN à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 11 août 2009.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État et une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 janvier 2010

Le chef du service Navigation du Nord-est
Jean-Philippe MORETAU

Arrêté du 11 janvier 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.122 du 6 août 2009 portant délégation de signature de

M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie ;

ARRETE

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement,
- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,

- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
 - Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
 - M. Jean-François MORICEAU, responsable de l'unité territoriale d'itinéraire Moselle (UTI Moselle),
 - M. Jean-Yves HELLE, responsable de l'antenne de Toul de l'UTI Moselle,
 - M. Luc VUIDART, responsable de l'antenne de Pont-à-Mousson de l'UTI Moselle,
 - M. Daniel MARTIN, responsable de la subdivision de Nancy,
 - M. Stéphane MUNOS, adjoint au responsable de la subdivision de Nancy,
 à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 11 août 2009.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 11 janvier 2010

Le chef du service Navigation du Nord-est
 Jean-Philippe MORETAU

MEURTHE ET MOSELLE (54)

DELEGATAIRES		TYPES d'AVIS (compétence)								
		Diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des R.P.P.)	Dérogation temporaire R.P.P. ou R.G.P.	Prescriptions de portée générale (économie d'eau)	Evénements sensibles	Annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, ...)	Arrêts de navigation - Décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible	Restriction localisée	Avis à vigilance	Information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages)
I	En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU : J. ABELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU et de J. ABELE : J.L.AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE			X	X	X	X	X	X	X
III	En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU, J. ABELE, J.L.AUBERTEIN, P. MOREL, M. COURTEAU et M. LAQUENAIRE : J.F. MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de J.F. MORICEAU, J.Y. HELLE (antenne de Toul) ; J.F. MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de J.F. MORICEAU, L. VUIDART (antenne de Pont à Mousson); D. MARTIN (subdivision de Nancy) et en cas d'absence ou d'empêchement de D. MARTIN, S. MUNOS ; chacun dans la limite de sa compétence territoriale						X (si < à 4 heures)	X (si < à 4 heures)	X	
IV	Cadres d'astreinte de Direction : J.Ph. MORETAU, J. ABELE, X. MANGIN, J.L. AUBERTEIN, O. VERMOREL, M. COURTEAU, M. LAQUENAIRE, Ph. LEFRANC, A. MAGNIER, D. BALY				X		X	X	X	X

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Direction générale

Délégation de signature du 15 janvier 2010

Le Directeur Général du CHU, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission d' Appel d' Offres ;

Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Article 1 : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générale, à :

- Monsieur Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques ;
- Mademoiselle Rachel RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;
- Monsieur DUDREUILH, Ingénieur général responsable des Services Techniques;

Article 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est à dire :

- M. Mickaël DUWOYE : les marchés passés par la Direction des Services Economiques ;

- M. Jacques DUDREUILH : les marchés passés par les Services Techniques ;
- Mlle Rachel RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.
Au-delà d'un montant inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du Code des Marchés Publics.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- ↳ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- ↳ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur.

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 janvier 2010

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 26 octobre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du C.H.U. de NANCY

VU l'Article D6143-33 du Code de la Santé Publique,

VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1 : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
 - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
 - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Rachel RUTHMANN, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines et à monsieur Gérald UMLOR, Attaché d'Administration Hospitalière pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Madame Rachel RUTHMANN, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE et à Monsieur Gérald UMLOR, Attaché d'Administration Hospitalière Principal.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Mademoiselle Lucie BERNARD
- Monsieur Philippe BOULANGÉ
- Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Madame Dominique CAPPELLI
- Monsieur Jean-Louis DEUTSCHER
- Mademoiselle Nathalie DHELLEM
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Frédéric GROSSE
- Monsieur Daniel KIEFFER
- Madame Rachel RUTHMANN
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Monsieur Jean-Marc VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT
- Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame Anne CORBIAT
- Madame Eliane GOND
- Monsieur Gérard POLEGATO
- Monsieur Gérard THOMAS
- Monsieur VIAUX Alain

c) pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS
- Madame Geneviève GERAULD
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Monsieur Richard ALBALADEJO
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Benoît LEBRUN
- Monsieur Jean-François MILLARD
- Monsieur Richard PÉREZ

- Monsieur Jean Louis PEROT
- Monsieur Damien PREVOST

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame RUTHMANN Rachel pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur Michael HACQUARD et Monsieur Patrick ALBERT, Adjointes des Cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH, Attaché d'Administration Hospitalière, Madame Jeannine LHOMMÉE, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur Michael HAQUARD, Adjointes des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Rachel RUTHMANN, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, ainsi qu'à Monsieur Gérald UMLOR.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

de respecter les procédures réglementaires,

de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,

de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 26 octobre 2009

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 19 janvier 2010

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU :

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

VU le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Article 1 : Donne délégation à Philippe BOULANGE, directeur adjoint, directeur des affaires médicales et de la recherche, pour signer au nom et place du Directeur Général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH),

praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, Conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER, directeur - adjoint, directeur du personnel médical au sein de la direction des affaires médicales et de la recherche, pour signer l'ensemble des pièces administratives relatives au personnel médical.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS et Chantal BRUNAUD attachées d'administration hospitalière et à Stephan APPARU et Dominique RICETTI, adjointes des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 : Donne délégation à Philippe BOULANGE pour signer au nom et place du Directeur Général, les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Article 3 : Donne délégation principale à Philippe BOULANGE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales et de la recherche, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

Donne délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER, Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Donne délégation principale à Philippe BOULANGE et délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER et Mehdi SIAGHY, Ingénieur hospitalier pour l'ensemble des contrats de recherche, en particulier pour l'engagement du CHU en tant que promoteur ou porteur de protocoles de recherche, et pour l'engagement du CHU en tant que participant à un protocole de recherche à travers ses médecins investigateurs.

La suppléance est assurée par Anne Lucie BOULANGER, directeur adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur des affaires médicales et de la recherche.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 22 janvier 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 19 janvier 2010

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON

Décision N° 15/01/2009/JL/NG/01 du 15 janvier 2009 portant délégation de signature

Monsieur Jean LEFEBVRE, Directeur du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson,

Vu la loi n°91 - 748 du 31 juillet 1991,
Vu le décret n° 92- 783 du 6 août 1992,
Vu l'instruction M21,
Vu les articles D.6143-33 à D.6143-36 du Code de la Santé Publique,
Vu la décision n° 10 du 23/09/2008,

DECIDE

Article 1 : Les délégations de signature antérieures sont modifiées comme suit à compter du 15 janvier 2009, les dispositions précédentes demeurent en vigueur.

Article 2 : Délégation de signature est accordée aux agents dont les noms suivent et dans les conditions ci-après, à compter du 15 janvier 2009 :

a) Madame Béatrice DELHOTAL, Attachée d'Administration Hospitalière :

☞ Délégation pour mandater et signer l'ensemble des mandats et bordereaux et rendre exécutoire et signer l'ensemble des titres de recettes et bordereaux et tous les actes en tant qu'ordonnateur secondaire.

En cas d'absence de Madame Béatrice DELHOTAL :

Madame Hélène OSTERROTH, Adjoint des Cadres Hospitaliers assurera la délégation ci-dessus.

* En cas d'absence de Madame Hélène OSTERROTH :

Madame Joëlle BLAISE, Adjoint Administratif Principal 1^{ère} classe assurera la délégation ci-dessus.

b) Madame Josiane GOURMEL, Pharmacien Hospitalier :

☞ Délégation pour engager et liquider les dépenses des produits pharmaceutiques, à usage médical ou destiné à être stérilisé et assimilé lorsque la dépense peut se régler sur simple facture.

* En cas d'absence de Madame Josiane GOURMEL :

Mademoiselle Isabelle GINDRE, Pharmacien Hospitalier assurera la délégation ci-dessus.

c) Comptabilité matière :

Madame Patricia CLAUDE, Adjoint Administratif de 2^{ème} classe

☞ est nommée préposée à la comptabilité matière, pour la tenue en quantité et valeur des consommables (gestion des stocks et dépenses engagées) et à la comptabilité d'inventaire.

Pont à Mousson, le 15 janvier 2009

Le Directeur,
Jean LEFEBVRE

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision RFF 20102 du 6 janvier 2010 de déclassement du domaine public ferroviaire – établie en deux exemplaires originaux – gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à LONGUYON (54) Lieu-dit « Plomb les Champs » sur la parcelle cadastrée AO 170 pour une superficie de 1539 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune¹, est déclassé du domaine public ferroviaire.

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LONGUYON et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 6 janvier 2010

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,
Philippe LAUMIN
Par délégation
Bertrand WAHL

¹ Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13221 du 19 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de THIAVILLE-SUR-MEURTHE

Par arrêté préfectoral n° 13221 en date du 19 janvier 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT 15 pavillons OPHLM (devis supplémentaire pour parcelles mairie) rue du Moulin, sur la commune de THIAVILLE-SUR-MEURTHE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24775 du 19 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MONT-SAINT-MARTIN

Par arrêté préfectoral n° 24775 en date du 19 janvier 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue PT BT 09 Mt St Martin – renouvellement poste Autrux rue Loizillon, sur la commune de MONT SAINT MARTIN.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Avis de vacances de postes – nomination au choix – agent chef deuxième catégorie

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, l'établissement bénéficiaire d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2009, dans le grade d'agent chef de deuxième catégorie est le suivant :

Centre Hospitalier - 2 rue Level - BP 30206 - 54301 LUNEVILLE Cedex 1 Poste

Peuvent faire acte de candidature :

- Les agents de maîtrise principaux, les maîtres ouvriers principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les agents de maîtrise, les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers hors catégorie sans condition d'ancienneté, ainsi que les agents de maîtrise, les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins trois ans de services effectifs dans leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

Avis de vacances de postes – nomination au choix – agent de maîtrise

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, l'établissement bénéficiaire d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2009, dans le grade d'agent de maîtrise est le :

Centre Hospitalier - 2 rue Level - BP 30206 - 54301 LUNEVILLE Cedex 1 poste

Peuvent faire acte de candidature :

- Les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins un an de services effectifs dans leur grade ainsi que les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie ayant atteint au moins le 5^{ème} échelon de leur grade et comptant au moins six ans de services effectifs dans leur grade. A titre dérogatoire, pour une durée de trois ans comptant du 8 août 2007, les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie, les agents de service mortuaire et de désinfection de 1^{ère} catégorie ayant atteint au moins le 4^{ème} échelon de leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

AUTRES SERVICES

NANCY II UNIVERSITE – UNIVERSITE HENRI POINCARÉ NANCY I

Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du PACTE (*parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat*) aura lieu, au titre de l'année 2009, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type par chacun des établissements affectataires. (cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2009
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Nancy2/ IUT Nancy Charlemagne	1
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Henri Poincaré Nancy-1	1
Patrimoine, Logistique, Prévention et Restauration (BAP G)	Opérateur Logistique	Université Henri Poincaré Nancy-1	2

Le PACTE est un nouveau mode d'accès qui permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et stage. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (CAP ou BEP).

Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Dans le cas où le candidat est en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date de retour des dossiers d'inscription.

Les candidats doivent envoyer leur candidature, lettre de motivation et curriculum vitae, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience, au Pôle Emploi de leur lieu de domicile qui transmettra les candidatures recevables à la commission de sélection prévue ci-après.

C) Modalités de recrutement :

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la Direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Nancy2 Direction des Ressources Humaines Pôle Formation Continue - Concours	91 Avenue de la Libération BP 454 54001 NANCY	03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82
Université Henri Poincaré, Nancy-1 Direction des Ressources Humaines Bureau de Gestion des Concours BIATOSS	24/30, rue Lionnois BP 60120 54003 NANCY CEDEX	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00

Références : JORF n°0013 du 16 Janvier 2010

NANCY II UNIVERSITE

Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2009, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type.(cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2009
Patrimoine, logistique, prévention et restauration	Opérateur logistique	Université Nancy II	2

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université NANCY II	Direction des Ressources Humaines Pôle Concours Formation Continue Bureau 102- 91 Avenue de la Libération BP 454 54 001 NANCY Cedex	03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

Références : JORF n°0013 du 16 Janvier 2010

